

INDONÉSIE / ANASE

Le rétablissement de la sécurité régionale est subordonné au respect des droits humains

Index AI : ASA 21/030/01

Embargo : 20 juillet 2001 (00 h 01 GMT)

Amnesty International a appelé aujourd'hui (vendredi 20 juillet 2001) les ministres des Affaires étrangères qui participeront, la semaine prochaine, à la réunion du forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), à Hanoï, à reconnaître que le rétablissement de la sécurité dans la région est subordonné au respect des droits humains, et plus précisément à se pencher sur le grave problème que constitue la situation des droits humains en Indonésie.

Le forum régional de l'ANASE s'apprêterait à adopter une série de mesures visant à lui permettre de mieux traiter les problèmes qui se posent en termes de sécurité régionale. La réunion de Hanoï sera l'occasion de signifier clairement au gouvernement indonésien qu'il lui incombe de veiller au respect des

droits fondamentaux des citoyens de son pays, et de chercher à surmonter les difficultés qu'il rencontre sur le plan politique par d'autres moyens que par la répression.

« Toute population confrontée à des atrocités telles que celles que connaissent actuellement l'Aceh et la Papouasie risque fort d'entrer en résistance ou de fuir. Ces deux options représentent une menace pour la stabilité nationale et régionale », a déclaré Amnesty International.

À la suite du lancement d'une nouvelle opération militaire en mai, des milliers de personnes auraient abandonné leur foyer, dans le centre de l'Aceh, pour fuir des combats opposant les forces de sécurité indonésiennes et le groupe armé séparatiste *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre). Depuis le mois de juin, plus de cent personnes ont ainsi été tuées. Il semble que nombre d'entre elles soient des civils.

Le conflit qui fait rage dans la région revêt maintenant un caractère ethnique. Les tensions se sont exacerbées, le GAM ayant récemment ordonné aux migrants

établis en Aceh de quitter ce territoire, et des colons javanais ayant été la cible d'attaques. À la suite des dernières opérations militaires, le GAM a également menacé de mener de nouvelles offensives contre les positions de l'armée et de la police dans la région. Des colons javanais établis dans le district auraient constitué des milices et, selon une organisation non gouvernementale (ONG) locale, auraient pris part à des attaques menées par les forces de sécurité indonésiennes contre des membres de la population indigène de l'Aceh et de l'ethnie gayo.

« Les atrocités se succédant, chacune semble appeler la suivante, et les gens sont contraints de prendre parti. Pour sortir de ce cercle vicieux, le gouvernement indonésien doit adopter des

À titre d'exemple, le 25 juin, des hommes armés et masqués appartenant apparemment au Komando Pasukan Khusus (KOPASSUS, commandement des forces spéciales) se sont rendus au domicile d'Hubertus Wresman, catéchiste du district de Djayapura, et l'ont enlevé. Bien que le

mesures propres à ramener la confiance, et notamment veiller à ce que justice soit rendue dans des délais raisonnables et de façon satisfaisante aux victimes et à leurs proches », a déclaré Amnesty International.

En Papouasie, comme en Aceh, les premiers mois suivant l'arrivée au pouvoir du président Abdurrahman Wahid se sont caractérisés par une plus grande tolérance à l'égard des indépendantistes, à laquelle a bientôt succédé une attitude intransigeante. Bien que les membres du groupe indépendantiste armé soient présentés comme la cible des mesures prises par les autorités, ce sont souvent de simples civils et des militants politiques non violents qui en sont les victimes.

commandant militaire de la région coopère avec les ONG qui enquêtent sur cette affaire, on est toujours sans nouvelles de cet homme.

Cela fait de nombreuses années qu'Amnesty International souligne que les violations des droits humains sont à l'origine de bon nombre des problèmes d'instabilité

et de violence que connaissent les pays de l'Asie du Sud-Est, notamment l'Indonésie, le Timor oriental, les Philippines et le Myanmar. L'organisation a appelé à maintes reprises l'ANASE et son forum régional à inscrire la question des droits humains à l'ordre du jour des réunions consacrées à la sécurité de la région.

Complément d'information

Depuis de nombreuses années, l'Aceh et la Papouasie sont le théâtre de violations généralisées et systématiques des droits humains, commises dans le cadre des opérations anti-insurrectionnelles menées par les forces de sécurité indonésienne contre le *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre) et l'*Organisasi Papua Merdeka* (OPM, Organisation de la Papouasie libre).

Au cours des mois qui ont suivi la démission du président Suharto, en mai 1998, le nombre de violations des droits humains a reculé. En Aceh, l'armée a retiré une partie de ses troupes, et une série d'enquêtes sur des violations des droits humains perpétrées précédemment ont été ouvertes. Un processus de paix engagé entre le gouvernement indonésien et le GAM a débouché sur plusieurs accords de cessez-le-feu depuis juin 2000. Toutefois, ces accords n'ont pas permis de juguler le conflit, et les deux parties continuent de commettre de graves atteintes aux droits humains.

En Papouasie, le gouvernement a fait des gestes d'ouverture,

apportant notamment son soutien au Congrès papou qui, en mai 2000, a rassemblé 500 délégués officiels venus de toute la province. Cette réunion s'est conclue par l'adoption d'une résolution en faveur de l'indépendance. Le gouvernement s'est dissocié de cette décision et peu après, plusieurs dirigeants papous de premier plan ont été soumis à des interrogatoires. Depuis juin 2000, des milliers de soldats ont été envoyés dans la province, et les autorités ont interdit toutes les formes de soutien à l'indépendance de la Papouasie, même celles revêtant un caractère pacifique.

Bien que des enquêtes soient actuellement en cours en Aceh et en Papouasie, depuis le début de l'année 2000, un seul procès mettant en cause des responsables des forces armées accusés de violations des droits humains a eu lieu. À son terme, un civil et 24 militaires ont été reconnus coupables d'avoir tué un ecclésiastique musulman et une cinquantaine de ses disciples dans l'ouest de l'Aceh en juillet 1999. La procédure n'a pas été conforme aux normes internationales d'équité des

procès. Des milliers d'autres cas
n'ont pas été examinés. _

Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le
Service de presse d'Amnesty
International, à Londres, au +44
20 7413 5566 ou consulter notre
site web : <http://www.amnesty.org>